Conférence des responsables de culte en France

Paris le 4 avril 2013 --- La Conférence des responsables de culte en France (CRCF) a tenu sa réunion trimestrielle ce jour, au siège de l'Assemblée des Evêques Orthodoxes de France, à Paris.

1. Les responsables de culte ont évoqué la situation dramatique des otages et, notamment, les otages français au Sahel et de leurs familles. A cette occasion, ils souhaitent réaffirmer ce qu'ils ont déjà exprimé dès janvier 2011 : « *nous déclarons fermement que nul ne peut se prévaloir des religions que nous représentons pour légitimer des violences, des ségrégations et même du mépris à l'égard d'un être humain* ». Le respect de la vie et de la dignité des personnes est le fondement de toute société.

2. Ils ont également évoqué la situation actuelle de la France et sont préoccupés par la violence, à commencer par la violence verbale qui semble n'avoir plus de limites. Sans respect des personnes et des fonctions et sans fiabilité de la parole, il n'y a pas de vie démocratique possible. La République n'est pas en danger, mais elle demande un sursaut de chacun.

3. Depuis plusieurs années, le développement de la crise a dégradé encore davantage la situation des personnes les plus démunies et sans domicile fixe. La situation faite aux *Roms* dans notre pays alarme particulièrement, les responsables des différents cultes en France. Depuis quelques semaines, des expulsions massives sont mises en œuvre (Lyon, Lille, Ris-Orangis…), y compris pendant la période de trêve hivernale[1]. Comme responsables de culte en France, nous voulons rappeler la dignité et le respect qui est dû à chaque personne, quelle que soit son origine et sa situation, la nécessité pour les pouvoirs publics dont nous savons la difficulté de la tâche, d'un travail en lien avec les associations, qui sont forces de proposition pour la scolarisation des enfants, l'accès au logement, la mise à l'abri des plus fragiles et la recherche d'emplois, la nécessaire coopération avec les pays d'origine. Nous appelons les croyants des différents cultes que nous représentons à exprimer leur fraternité de manière sincère et concrète.

4. Les membres de la CRCF ont pris connaissance des termes de la lettre[2] adressée par les représentants de différentes religions des pays du groupement du G8, aux présidents et chefs de gouvernement membres de ce groupement en prévision de leur réunion en juin prochain. Les responsables de culte en France partagent la teneur de cette lettre, les problématiques et propositions qu'elle évoque, qui résonnent parfaitement avec la situation de notre monde en crise.

Participaient à cette réunion

Le Cardinal André VINGT-TROIS et Mgr Laurent ULRICH (Conférence des Evêques de France) - Le pasteur Claude BATY et le pasteur Laurent SCHLUMBERGER (Fédération protestante de France) - Le Métropolite Emmanuel, le Métropolite Joseph et M. Carol SABA (Assemblée des Évêques Orthodoxes de France) - Le Grand Rabbin Gilles BERNHEIM et le rabbin Moshé LEWIN (Grand Rabbinat de France) - M. Anouar KBIBECH (Conseil français du culte musulman) - Mme Marie Stella BOUSSEMART et M. Olivier WANG-GENH (Union bouddhiste de France)

La Conférence des Responsables de Culte en France (CRCF)

La CRCF a été créée le 23 novembre 2010. Elle regroupe six instances responsables du Bouddhisme, des Églises chrétiennes (Catholique, Orthodoxe, Protestante), de l'Islam et du Judaïsme. Cette initiative est justifiée par la volonté des responsables de culte en France d'approfondir leur connaissance mutuelle, par le sentiment de contribuer ensemble à la cohésion de notre société dans le respect des autres courants de pensée, et par la reconnaissance de la laïcité comme faisant partie du bien commun de notre société.

---

[1] *Ceci conduit, en ce qui concerne les Roms, (i) à une errance de squat en squat, dans des conditions de vie plus que précaires avec absence d'hygiène et problèmes de santé, (ii) à de grandes difficultés pour maintenir la scolarité des enfants, ainsi que le lien avec les institutions et associations qui les visitent sur le terrain, (iii) au sentiment « d'une chasse à l'homme » injustifiée qui bafoue les droits de l'homme et renforce en eux le sentiment d'être rejeté de tous, alors que la plupart d'entre eux sont issus de l'union européenne et finalement, (iv) à satisfaire un besoin de rester groupés pour survivre et faire face à l'adversité et au rejet des populations sédentaires, rejet accentué par la crise économique actuelle.*

[2] *Qui sera publiée le 5 avril.*